



BULLETIN D'INFORMATION DES NATIONS UNIES

Quatrième trimestre 2021

PREMIER HACKATON EN GUINEE DES NATIONS UNIES

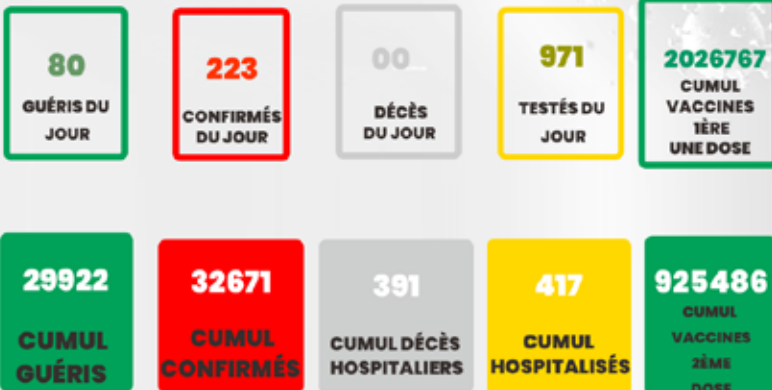


REPUBLIQUE DE GUINEE

COVID-19

Décompte des cas

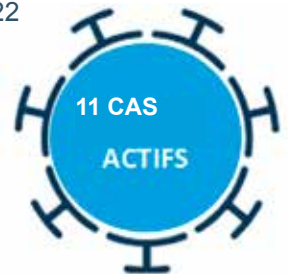
31-12-21



NUMERO VERT: 115

anss-guinee.org

31-12-2022



SITREP COVID-19 SNU



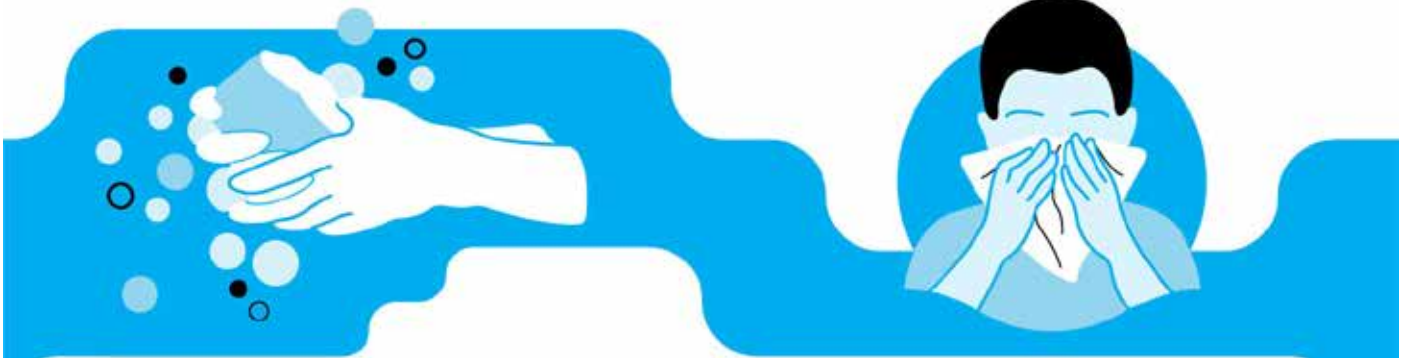


COVID-19
RIPOSTE

Protégez-vous et protégez vos proches du coronavirus.

Lavez-vous fréquemment les mains avec **de l'eau** et **du savon**.

Couvrez-vous la bouche et le nez lorsque vous **toussez** ou **éternuez**.



Évitez tout contact rapproché avec toute personne présentant les symptômes d'un rhume ou de la grippe.

Consultez un médecin en cas de fièvre, de toux ou de difficultés à respirer.





RECONCILIATION NATIONALE EN FAVEUR DE LA DEMOCRATISATION

La réconciliation nationale amorcée en Guinée en la faveur de la démocratisation a été marquée par la mise en place d'une Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale (CPRN)



Visite de courtoisie du Coordonnateur Résident auprès du Ministre Secrétaire Général du Gouvernement

L'avènement du CNRD au pouvoir en la faveur d'un coup d'État a créé une lueur d'espoir pour le processus de réconciliation nationale.

En effet, le Colonel Mamadi Doumbouya à l'aune de ses discours et actes, en a fait sa priorité en vue de construire une nouvelle Guinée. C'est ainsi que sous la houlette du Coordonnateur Résident, la Conseillère Paix et Développement du Système des Nations Unies en Guinée (PDA) a mis en place un groupe de réflexion sur le processus de réconciliation nationale, qui a produit à la demande du Premier Ministre Chef du Gouvernement une note technique

pour la relance du processus de réconciliation nationale.

La note technique approuvée par les deux leaders religieux de la défunte CPRN a été remise au Premier Ministre Chef du Gouvernement avec des recommandations sur le plan de relance du processus de réconciliation nationale.

La réconciliation nationale exige une appropriation par les acteurs nationaux, c'est pourquoi à la demande du Gouvernement Guinéen, les Nations Unies ont été invitées à faire une présentation sur les méthodes de la réconciliation nationale lors du Séminaire Gouvernemental. Ce qui a permis de présenter de manière

séquentielle les éléments de langage de la réconciliation nationale, les méthodes, une documentation sur certains modèles (Rwanda, Afrique du Sud), les recommandations pour la relance du processus. Désormais, la réconciliation nationale est actée dans le langage et travaux du Gouvernement.

Lors d'une visite de courtoisie chez le Ministre Secrétaire

Général du Gouvernement, le Système des Nations Unies en Guinée a réitéré son engagement d'accompagner la Guinée dans ce processus, dans ce contexte transitoire. C'est dans cette perspective que suite à une réunion de l'UNCT, une note conceptuelle a été présentée par Le Fonds de Consolidation de la paix (PBF) avec le soutien de certaines agences (HCDH, PNUD, UNFPA), sur un projet relatif au renforcement de la cohésion sociale et la réhabilitation des victimes des crises socio-politiques en Guinée.

LE PREMIER HACKATHON ORGANISÉ EN GUINÉE SE FOCALISE SUR LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE ET L'INCLUSION SOCIALE DES PERSONNES VIVANTS AVEC HANDICAP

Pour la première fois, un hackathon ouvert aux jeunes filles et garçons a été organisé sur le sol guinéen, les 17, 18, 19 et 20 décembre 2021, portant sur les thématiques des Violences Basées sur le Genre (VBG) et de l'inclusion sociale des Personnes Vivant avec Handicap (PVH). C'est une compétition qui a réuni plusieurs dizaines de participant(e)s qui ont pu mettre à contribution leurs talents et leurs connaissances en développement, codage et web. En trois jours, ces jeunes ont créé des solutions novatrices qui répondent, entre autres, aux défis liés à la faiblesse des statistiques en matière de VGB, comme l'enregistrement et la centralisation des cas de viols sur le territoire national, et qui permettent aussi d'identifier et de catégoriser, à travers des algorithmes, les personnes handicapées en vue d'améliorer substantiellement leurs conditions de vie.



Cérémonie de présentation et de remise de prix aux meilleurs projets du concours Hackathon VBG-PVH 2021

Une initiative construite sur un partenariat tripartite fort

Pour conduire ce programme d'innovation, le Groupe Inter-agences Communication du Système des Nations Unies (GIC), sous l'impulsion du Bureau de la Coordination, a misé sur un partenariat tripartite, en mettant ensemble autour du Hackathon porté par les Nations Unies, le Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique et celui de la Promotion Féminine de l'Enfance et des Personnes Vulnérables, en qualité de partenaires institutionnels. Sûrement l'ancrage institutionnel créé autour de cette action qui a mis

en compétition plus de cinquante jeunes guinéens, contribuera à pérenniser et à dupliquer cette expérience. Le Gouv Lab de la Direction des Technologies et de l'Économie Numérique a été mis à disposition dans ce cadre pour offrir aux jeunes un espace approprié, doté des équipements et technologies de dernière génération à même de porter leurs créations.

Il est reconnu également que le secteur privé, en tant que moteur de croissance économique, joue un rôle essentiel en faveur du développement durable.

C'est dans cet esprit qu'une synergie a été créée avec un opérateur économique guinéen – l'entreprise Tulip Industries - qui a accordé un appui gratuit à cette première édition de hackathon tenu en Guinée, en offrant un encadrement et un appui technique aux participant(e)s d'une part, et en accueillant dans ses locaux équipés un groupe important de jeunes compétiteurs. D'après le Pacte mondial des Nations unies, une initiative bénévole basée sur les engagements des dirigeants d'entreprises à soutenir les objectifs de l'ONU - les Objectifs de développement durable - sont un bon exemple de l'opportunité pour le secteur privé à s'engager à long terme pour le développement et à construire des partenariats qui contribueront à réaliser l'agenda 2030. Ceci peut s'appliquer à tous les services opérationnels d'une entreprise et se reflète au sein de sa chaîne d'approvisionnement.

Le partenariat tripartite, Nations Unies, Ministères et Secteur Privé a été considérablement renforcé par l'engagement des jeunes, parfois à travers leurs associations, à valoriser cette initiative dans le but ultime de mettre à profit les technologies de l'information et de la communication, pour promouvoir les innovations et la programmation pour la lutte contre les violences basées sur le genre et l'implication des personnes handicapées en République de Guinée, par le biais d'innovations qui facilitent la vie des personnes vulnérables.

Des résultats tangibles en 72 heures et des perspectives ...

En 72 heures d'intenses activités, les jeunes participant(e)s, réparti(e)s en cinq (5) groupes, dont deux (2) au Gouv Lab et trois (3) à Tulip Industrie, appuyé(e)s par des facilitateurs et sous le contrôle d'un jury expérimenté, ont usé de leur génie de créativité pour développer des applications mobiles et web fonctionnels autour des deux thématiques.

« *Face à la recrudescence de la violence basée sur le genre et au constat de vulnérabilité des personnes vivant avec le handicap en Guinée, cette action des Nations Unies vient à point nommé, dans la dynamique des 16 jours d'activisme, pour aider des personnes qui sont confrontées aux violences et des personnes qui vivent avec un handicap, pour leur faciliter le quotidien et sauver leur vie. Aujourd'hui, les jeunes ont présenté 5 solutions fonctionnelles et le Gouvernement, à travers le Ministère, est disposé à tout mettre en œuvre pour donner plus d'impacts à ce genre d'initiatives* » a expliqué Mme Souaré Fatou Sylla, Directrice nationale des technologies de l'information et de l'économie numérique.



Sur les 5 applications présentées à la cérémonie de clôture du Hackathon, 3 ont été retenues par les membres du jury et récompensées par la remise d'ordinateurs portables offerts par les Nations Unies.

Émerveillé par la créativité des jeunes, le représentant de l'équipe pays des Nations Unies à la cérémonie, Président du GIC, Dr Patrice VAHARD (Représentant Résident de ONU Droits de l'homme en Guinée) a affirmé qu'« *il ne faut pas minimiser l'impact des réseaux sociaux et l'utilisation des applications mobiles. Le monde s'est virtualisé, il s'est rajeuni. Avec ces solutions développées, nous sommes en train de tourner une page de l'histoire de la Guinée. Dorénavant, la peur va changer de camps. Ce ne sont plus les victimes de viols qui vont avoir peur, mais ce sont ceux-là qui se cachent dans le silence et dans l'obscurité pour commettre des viols qui vont craindre la justice. On a vu ces applications développées par ces jeunes, par exemple une qui permet de secouer juste son téléphone pour lancer une alerte aux autorités les plus proches, en cas de viols. Nous allons faire un partenariat pour permettre aux jeunes de terminer leurs applications que nous allons vulgariser ensemble, nous allons les former et les encadrer, ...*»

Comme l'a affirmé, par ailleurs, Fatoumata Dioubaté, porte-parole du premier groupe qualifié, «*les applications développées, au-delà de servir de solutions face aux viols et violences, redonnent de la dignité aux et aux filles*».

Pour les Nations Unies, cette expérience permet de constater l'engagement des jeunes en faveur des personnes vulnérables et pour la réalisation des Objectif de Développement Durable. Avec peu de ressources, les jeunes font bouger les lignes et menent des actions sociales à très grand impact.

L'INFRASTRUCTURE D'EAU CONSTRUITE PAR L'UNICEF, REND L'EAU ACCESSIBLE A TOUS LES HABITANTS DE SANNOU

Sannou est une commune rurale située à 25km du centre-ville de la préfecture de Labé. Elle était confrontée à un problème d'eau, car n'ayant qu'un seul forage. Les habitants étaient de ce fait, obligés de parcourir des kilomètres pour s'en procurer. Ceux qui ne le pouvaient pas, se rabattaient sur les points d'eau de proximité, dont la qualité laissait à désirer. « Avant, les gens se fatiguaient énormément pour s'offrir de l'eau. Ils parcouraient jusqu'à 2km pour aller par exemple à Boundouwall pour avoir de l'eau potable ou ils se rabattaient sur les puits traditionnels », souligne Elhadj Amadou Habib Diallo, Maire de la commune rurale de Sannou.

Ce manque d'eau potable affectait également la qualité de prestation des soins au centre de santé de la commune rurale. A l'image de Sannou, plusieurs communes de la région sont dans la même situation.

En avril 2021, l'UNICEF, avec le financement de US Fund for UNICEF et en collaboration avec le Système National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE), a construit un système d'Adduction d'Eau Potable (AEP) à Sannou, qui couvre les villages de Sannou Centre, Niariya et Roudé Ley. Ce système AEP a été installée sur un forage, avec un débit de 5 mètres cube par heure et dessert à leur tour, 11 bornes fontaines dans la commune, 2 écoles et une structure de santé, bénéficiant ainsi 3 910 personnes.

Aujourd'hui, l'approvisionnement en eau par les habitants de la commune de Sannou a connu une amélioration significative, tant en qualité qu'en distances parcourues. Ils ont désormais de l'eau de qualité et à portée de main. Halimatou Diallo, une grand-mère s'occupant de ses petits-fils à Sannou, affirme : « Avant, s'approvisionner en eau potable était vraiment de la croix et la bannière, avec parfois le tarissement des puits ordinaires et les corvées à Boundouwall où se trouve le seul forage de la localité, qui est très loin d'ici et quand on y partait, c'était une longue file d'attente. Il fallait s'armer d'une patience de 3 heures. Mais aujourd'hui, nous remercions l'UNICEF, car grâce à lui, nous puisons aisément de l'eau. Cet appui de l'UNICEF est si précieux pour nous que nous nous engageons résolument à entretenir ces différentes bornes fontaines ».

Cette adduction d'eau a aussi amélioré la santé des enfants et les prestations au centre de santé de Sannou, témoigne, Mamadou Saliou Kanté, Chef du centre de santé : « Avant, il n'y avait qu'un seul forage. On y partait puisait de l'eau avec des sceaux

pour approvisionner les différentes salles du centre de santé. Mais maintenant, les choses sont plus faciles pour nous, car si avant nous lavions, le centre de santé 2 fois par semaine, aujourd'hui ce sont tous les jours que nous le lavons ».

Le taux d'enfants qui souffraient de maladies diarrhéiques a baissé significativement. Ce qui est un soulagement pour les ménages, explique le Chef du centre de santé : « Avant, il y avait beaucoup de cas de diarrhées des enfants de moins de 5 ans. Par exemple, pour le mois de février 2021, on a reçu 50 cas non sanglants contre 16 en mai 2021 ».



Une femme de Sannou au point d'eau (SNAPE)

Conformément au code révisé des collectivités locales du pays, la gestion de l'eau est une compétence transférée à la commune. C'est pourquoi, avec l'appui de l'UNICEF, une unité de gestion du service public de l'eau a été mis en place. Pour pérenniser cet acquis, les 5 membres de l'unité et 11 fontainiers ont été formés sur la gestion des points d'eau. C'est pourquoi, depuis le lancement de cette adduction d'eau, l'eau est vendue au volume en raison de 100 GNF, soit 0,0095 USD le bidon de 20 litres. Cet argent collecté sert à faire face à d'éventuelles pannes sur le réseau de distribution de l'eau.



MARIAMA KOUYATÉ, UNE NUTRITIONNISTE QUI SAUVE LES ENFANTS MALNUTRIS AU CENTRE DE SANTÉ DE LEYSARE

Pour sauver ces enfants souffrant de malnutrition, Mariama Kouyaté procède à leur identification au centre de santé et dans les communautés avec l'appui des agents de santé communautaires

Âgée de 48 ans et mère de trois enfants, Mariama Kouyaté est depuis 3 ans, Nutritionniste au centre de santé de Leysare, préfecture de Labé. Elle habite le quartier Mosquée à 2 kilomètres de son lieu de travail. Chaque jour, elle paie 7000 GNF pour se rendre au centre de santé sur une moto taxi. Elle a pu concilier son ménage et son boulot, malgré les difficultés.

Pour faire face à la gestion des enfants, Mariama a établi un programme qui consiste à l'identification des enfants malnutris. Une activité qu'elle mène au centre de santé ainsi que dans la communauté, avec l'appui des agents de santé communautaires.

Les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère modérée sans complications et avec complications peuvent être repérés de deux manières selon la Nutritionniste : « Lors des visites, elles nous disent qu'elles ont constaté que leurs enfants perdent du poids et je pense directement à la malnutrition. Je prends les mesures anthropométriques à savoir : le poids, la taille et le périmètre brachial. Je mesure le périmètre brachial, ça me permet d'identifier ainsi les enfants maigres. Je prends le tableau de rapport portail que je vais utiliser pour classer l'enfant pour voir s'il est malnutri modéré ou sévère. Donc, à l'aide de ce tableau, je repère la taille de l'enfant. Par rapport au poids et la taille, je peux dépister facilement un enfant malnutri. S'il est modéré ou sévère, un formulaire d'orientation doit être rempli afin que l'enfant puisse recevoir un traitement. » explique-t-elle.

« La deuxième étape consiste à contrôler la présence des œdèmes bilatéraux. Cela me permet d'identifier si les pieds de l'enfant gonflent. Qu'est-ce que je dois

faire pour apprécier les œdèmes ? Je mets l'enfant sur une table. Avec mes deux pouces, je mets une pression légère pendant trois secondes en comptant 21, 22, 23, sans trop appuyer. J'enlève et j'apprécie s'il y a des œdèmes. Je compte le mouvement respiratoire et je prends la température aussi. »

La lutte contre la malnutrition aiguë sévère continue grâce à l'appui de l'UNICEF et d'autres partenaires. L'UNICEF fournit des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE) ou PLUMPY NUT, qui contiennent tous les nutriments, vitamines et minéraux pour les enfants de 6 mois et plus, souffrant de malnutrition aiguë sévère. Cet appui de l'UNICEF a permis à de nombreuses mères de faire soigner leurs enfants au service de nutrition du centre de santé de Leysare. « Ce qui me motive de plus dans l'exercice de mon métier en tant que Nutritionniste, c'est que j'ai pu traiter 30 enfants depuis janvier 2021 (Interview réalisée en mars 2021), j'ai eu un seul cas d'abandon et je n'ai notifié aucun cas de décès. Tous les autres sont sortis guéris. Quand je passe dans les quartiers ou dans les marchés, les mamans me pointent du doigt en disant que c'est moi qui ai soigné leur enfant. Je suis émue et cela me motive à continuer mon combat pour sauver les enfants ».



Mariame Kouyaté, nutritionniste qui sauve les enfants malnutris dans son bureau avec les enfants et les parents

GUINÉE : LES MIGRATIONS EN DISCUSSION A TRAVERS LE 7E ART

Du 20 novembre au 18 décembre 2021, 66 projections de films ont eu lieu dans 10 préfectures guinéennes, à l'attention des différentes couches sociales du pays. À l'initiative de l'Organisation Internationale pour les Migrations, elles s'inscrivaient dans le cadre de l'édition 2021 du festival international du film sur la migration (GMFF). Par cette série d'activités, l'OIM ambitionnait de créer des espaces propices à l'interaction et à la tenue de débats communautaires respectueux sur la thématique migratoire..

« Le cinéma est un moyen d'expression indéniable et une fenêtre ouverte sur les réalités socioculturelles de nos communautés et du monde. En matière de migration, il permet de mettre en scène avec éloquence la mobilité et ses avantages, tout en questionnant les modes de déplacement choisis par les migrants et en prévenant d'éventuelles conséquences néfastes. C'est pourquoi nous voyons en ce festival, une opportunité majeure de dialogues, d'échanges et de partage d'idées pour assurer aux populations guinéennes et internationales, le droit à une migration sûre et digne », a déclaré Madame Ana Fonseca, Cheffe de Mission de l'OIM en Guinée, lors du lancement de la campagne.

Également présent au lancement, Monsieur Ibrahima Chérif, Conseiller chargé de mission au Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi et

point focal du département ministériel à OIM Guinée a pour sa part, au vu de la pertinence de l'initiative, fait le souhait de la voir élargie à tous les centres cinématographiques du pays. « S'adresser aux jeunes avec le cinéma qui est un canal aussi divertissant qu'informatif, constitue à coup sûr un moyen efficace d'enrayer ce mal que représente la migration irrégulière pour nous », souligne le fonctionnaire.

Une vingtaine de films traitants des migrations ont été projetés lors du festival à Conakry, Boké, Koundara, Labé, Pita, Mamou, Kankan, Siguiri, Nzérékoré et Beyla, pour un total de plus de 2458 spectateurs, hommes, femmes et enfants. A ces participants directs se rajoute des auditeurs, téléspectateurs et internautes à l'attention desquels ont été publiés du contenu multimédia sur la thématique migratoire, en marge des séances d'échange communautaire.



Projection de films sur la migrations pour les participants

OIM GUINÉE S'ENGAGE CONTRE LES VBG A L'UNISSON AVEC SES PARTENAIRES ET LES COMMUNAUTÉS

L'Organisation Internationale pour les Migrations s'est jointe aux agences sœurs du système des Nations Unies, pour célébrer les 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre, du 25 novembre au 10 décembre 2021. Sa contribution s'est matérialisée par la mise en œuvre d'une série d'initiatives alliant échanges communautaires (dans les villes de Boké, Mamou, Labé, Kankan, N'Zérékoré et Conakry), émissions radiophoniques et publications numériques, cela dans l'objectif d'agir aux côtés de l'État guinéen et de la société civile, pour favoriser la prise de conscience, renforcer les efforts de sensibilisation et partager les connaissances et innovations, et mettre fin aux violences à l'égard des femmes dans les communautés.



Projection d'un film de sensibilisation sur les violences basées sur le genre pour les bénéficiaires

329 personnes dont 194 femmes, représentatives des différentes composantes sociales et culturelles guinéennes ont pris part à des discussions organisées en simultané à travers tout le pays, sous l'égide de l'Office de la Protection du Genre, de l'Enfance et des Mœurs (OPROGEM). Ces rencontres ont servi de cadre à la projection d'un mini-film, suivie de discussions sur les VBG en Guinée, les progrès accomplis, les défis à relever, ou encore les mécanismes de soutien et de prise en charge des victimes. Elles ont été pour les panélistes (fonctionnaires, assistants sociaux, journalistes, acteurs de la société civile...) l'occasion de vulgariser les connaissances acquises sur la thématique, les services offerts par leurs structures (numéro vert, dispositifs d'accompagnement...),

ainsi que les gestes à avoir face à un cas de violences à l'égard des femmes. Elles ont en outre été marquées par des témoignages poignants et émouvants d'anciennes victimes, notamment des migrantes de retour, qui ont profité de leurs interventions pour briser l'omerta et inciter à la dénonciation.

7 émissions radios diffusées depuis les villes-cibles et environs 50 publications textuelles, photographiques et audiovisuelles sur les réseaux sociaux de l'OIM en Guinée viennent compléter les débats communautaires. Une manière pour les protagonistes d'élargir leur audience et de prolonger les discussions autour d'un combat qui espèrent-ils, deviendra commun à tous les citoyens, par-delà les campagnes de sensibilisation.

BLOGCAMP224 : 20 BLOGUEURS OUTILLÉS SUR LES TECHNIQUES DE PRODUCTION DE CONTENUS SUR LA MIGRATION

La Guinée est surtout un pays d'origine et de transit dans le contexte de la migration. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la Guinée est le deuxième pays subsaharien pour les migrants irréguliers sur la côte ouest, avec environ 2 411 Guinéens arrivés sur le sol italien en 2019, 7 121 en 2018 et 13 839 en 2017. La migration irrégulière a souvent un lien significatif avec la désinformation. Les personnes déterminées à se lancer dans ce voyage vers l'inconnu n'ont souvent pas conscience des dangers qu'elles s'apprêtent à affronter. Au cours de ce voyage, ils sont fortement exposés à la traite des êtres humains, aux abus, aux viols et même à la mort.

Il est devenu vital d'apporter des informations précises et crédibles au grand public. La popularité des plateformes de médias sociaux et de la publication en ligne rend impossible d'ignorer leur rôle significatif dans la promotion et l'élargissement de l'impact. Un atelier de formation pour vingt blogueurs guinéens sur la migration s'est ouvert ce mercredi 24 mars. L'objectif est de renforcer leurs capacités à produire du contenu de qualité sur les risques de la migration et les opportunités d'emploi pour les jeunes en Guinée-Conakry.

Comme l'a présenté M. Mamadou Alpha Diallo, la discussion a été axée sur les dernières techniques, et les outils de blogging pourraient être appliqués pour obtenir un impact social plus important. « Notre objectif n'est pas de faire prendre conscience aux gens qu'ils ne doivent pas partir. Mais, nous sommes ici pour trouver des moyens de partager l'information avec les jeunes afin qu'ils puissent prendre des décisions en connaissance de cause lorsqu'ils choisissent d'émigrer. »

Pendant deux jours, les 24 et 25 mars 2021, vingt (20) blogueurs guinéens ont été formés sur les notions de blogging, de production de contenus numériques (articles de blog, vidéos, photos, podcasts) pour le web et sur l'immigration régulière et irrégulière, sur le numérique afin qu'ils puissent informer suffisamment les internautes sur la migration.

“Durant ces deux jours de formation, j'ai appris à parfaire ma connaissance sur le MoJo (mobile journalisme). J'ai pu me réapproprier certaines connaissances sur la migration ; connaissances qui me permettront sans doute de passer mon message sans pour autant imposer un choix à ceux qui me li-

ront”, explique Elisabeth Guilavogui, journaliste-blogueuse.

Cette activité est organisée par l'Association des Blogueurs de Guinée (ABLOGUI), avec l'appui de l'UNESCO, dans le cadre du projet « Autonomiser les jeunes en Afrique à travers les médias et la communication ». Il profite à huit pays d'Afrique occidentale et centrale : le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée-Conakry, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Sénégal.

Ce projet, d'une durée de trois ans (2019-2021), a été approuvé par le Ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale (MAECI) et par son comité spécial (« Comitato Congiunto per la Cooperazione allo Sviluppo »), dans le cadre du « Fondo Africa ». L'Agence italienne pour la Coopération au développement (AICS) en assure les suivis financier et opérationnel. L'objectif principal du projet est de donner aux jeunes garçons et filles les moyens de prendre des décisions éclairées sur les questions migratoires grâce à un meilleur accès à une information de qualité (ODD 16.10).



Formation des blogueurs sur la production de contenus sur la migration

ATELIER DE PRODUCTION DE 404 CONTENUS RADIOPHONIQUES SUR LA MIGRATION

Trente (30) radios rurales de Guinée impliqués dans la production de plus de 400 contenus sur la migration. L'objectif est de sensibiliser les jeunes et leurs familles sur les dangers de la migration irrégulière mais aussi sur les opportunités de réussites en Guinée. Ces contenus ont été produits dans les langues locales pour faire passer les messages. Ces ateliers de production font suite, à la formation de 30 journalistes et animateurs des radios rurales en 2020. L'exercice a consisté à renforcer les capacités des animateurs hommes et femmes, sur la couverture des migrations.

Les productions ont été faites dans les langues locales, en vue d'informer suffisamment les jeunes, sur les dangers que représentent la migration irrégulière mais aussi, sur les opportunités d'emploi en Guinée.

Cet atelier de production, s'inscrit dans le cadre du projet « Autonomiser les jeunes en Afrique à travers les médias et la communication », mis en œuvre par l'UNESCO dans huit (08) pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée-Conakry, Mali, Niger, Nigeria et Sénégal). Financé par le Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération internationale (MAECI), via l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS). Il a pour objectif de donner aux jeunes garçons et filles les moyens de prendre des décisions éclairées sur les questions migratoires grâce à un meilleur accès à une information de qualité en lien avec l'ODD 16.10.

Entre autres résultats attendus, 404 contenus radiophoniques seront produits et diffusés dans 30 radios rurales et dans les langues locales. Se sont :

- 60 Tables Rondes organisées dans 30 radios Rurales ;
- 60 Causeries éducatives organisées dans 30 radios rurales;
- 30 Microprogrammes produits et diffusés sur 30 radios rurales;
- 90 magazines produits dans 30 radios rurales;
- 50 émissions interactives animées dans 30 radios rurales;
- 14 Reportages dans 14 localités (Mamou, Dalaba, Pita, Labé, Tougué, Mali, Lélouma, Koundara, Gaoual, Télimélé, Kindia, Kissidougou, Kankan et Forécariah).

Entre autres thématiques abordées, les risques Migratoires ; les voies légales de Migration ; les opportunités de réussite en Guinée ; l'impact de la COVID sur la Migration ; la traite des êtres Humains.

« Ces ateliers de productions ont été couronnés de succès. Les émissions interactives ont suscité tellement de réactions ! Beaucoup de migrants retour-

nés, en profitaient pour témoigner en direct de leur expérience migratoire. Du coup, ceux-là qui envisageaient de partir sont informés de tout ce qui les attends sur la voix irrégulière. Nous avons aussi travaillé avec des jeunes de la diaspora revenue après plusieurs années passées en Europe. Ils ont témoigné de leur expérience en Europe avec toutes les difficultés inhérentes. C'était l'occasion, de déconstruire chez les jeunes, cette croyance selon laquelle l'Europe c'est l'eldorado. ET pensons que le message est vraiment passé », témoigne Oumar KONATE, responsable des programmes de la Radio rurale de Kankan.

« Sur la thématique opportunité d'emploi, nous avons réussi à faire témoigner des jeunes agriculteurs sur leurs activités ici à Mamou. Ces jeunes ont expliqué comment ils s'en sortent dans l'agriculture. Les témoignages étaient plein d'enseignement. Et comme eux, je crois que les jeunes ont compris. Depuis quelques années, beaucoup se sont formés en petits groupe agricoles et essayent tant bien que mal, à s'en sortir. Ces témoignages ont permis de montrer à ceux qui nourrissent encore l'ambition de partir, qu'ils peuvent rester et réussir en Guinée. Et qu'ils ne sont pas obligés d'attendre que l'Etat les emploie pour travailler. Ils peuvent eux même entreprendre et employer d'autres comme eux. J'avoue que ça été un grand succès. Les réactions qui ont suivi, étaient très positives », explique Thierno Abdoulaye BARRY.



Les participants en production radiophonique dans le studio

A l'issue des ateliers de production, des émissions qui traitent de la thématique migratoire ont été intégrées dans les grilles des programmes de ces radios rurales. Ce, afin de poursuivre la sensibilisation de la population.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME : REDUIRE LES INÉGALITÉS À LA BASE À TRAVERS L'ART ET LA CULTURE

Du 9 au 10 décembre 2021, le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, a organisé la Journée Internationale des Droits de l'Homme dans les quatre régions naturelles de la Guinée ; plus précisément à Koubia, Sangaredi, Kokota et Karifamorya où la commémoration officielle de cette journée a eu lieu le 10 décembre 2021 en présence de la ministre de la justice et des droits de l'homme ainsi que celle la promotion féminine, du Système des Nations Unies conduit par le Coordonnateur Résident, accompagné par les représentants de UNFPA, ITC/Integra, ONU Droits de l'Homme et des chefs de bureaux sous-régionaux basés à Kankan sous la coordination de l'UNICEF ; ainsi que l'ambassadeur de la Grande Bretagne et le Représentant de la CEDEAO par intérim en Guinée.



Journée Internationale des Droits de l'Homme avec les enfants et le discours du Représentant de HCDH en Guinée

Dialogue communautaire

Le 9 décembre, les équipes de ONU Droits de l'Homme déployées dans chacune des localités, ont engagé un dialogue avec les communautés et les autorités locales sur des sujets d'actualité pour chacune d'entre elles, ce qui a permis d'enregistrer les réactions des populations sur :

- La cohésion sociale et les conflits fonciers (Kokota) ; Les populations ont déclaré comme réponses aux défis de cohésion sociale et les conflits fonciers dans leurs communautés: « Protégeons les droits des femmes », « éduquons nos filles », « permettons à nos mamans d'être héritières », « donnons accès à la terre aux femmes ».

- La cohésion sociale/prévention des conflits et la lutte contre les VBG (Koubia) : « non aux mariages précoces à nos filles, priorisons l'éducation de nos filles et combattons les violences basées sur le genre ». « L'administration est un acteur important pour la cohésion sociale et la concorde », « le lynchage est à bannir, permettons à la justice et aux autres institutions de faire leur travail »

- La lutte contre les VBG et les conflits fonciers (Karifamorya) ;
- La migration/mobilité des jeunes et le changement climatique (Sangaredi). « Les jeunes ont besoins de l'emploi », « la protection de l'environnement est primordiale »; « non à la discrimination dans l'accès à l'emploi pour les filles et femmes vivant avec handicap », non aux violences basées sur le genre, notamment aux mariages précoces et forcés et non aux violences conjugales ».



Inclusion sociale des personnes vivant avec Handicap

Réduire les inégalités à travers l'art et la culture.

Le 10 décembre, à Karifamorya, le Coordinateur Résident et la Ministre de la Justice et des droits de l'Homme se sont respectivement exprimés au nom du Système des Nations Unies et du Gouvernement de la Guinée sur l'importance et la centralité des droits de l'homme durant la transition. L'activité marquait aussi la fin des 16 jours d'activisme contre les violences contre la femme et la fille avec un discours du Gouvernement prononcé par la Ministre de la promotion féminine et la remise d'équipements par la représentante de ITC/Integra.

Dans les quatre régions naturelles de la Guinée, des artistes locaux ont offert des spectacles, notamment du théâtre forum, des sketches, des chansons et des danses/chorégraphies, tous inspirés par les thèmes de sensibilisation spécifiques proposés pour chacune des quatre localités autour du thème central de l'égalité.

Outre les discours, cette cérémonie commémorative de la journée internationale des droits de l'homme a été l'occasion pour les communautés locales d'exprimer leurs attentes et préoccupations à travers l'art et la culture et des interventions en langues locales.



ATELIER DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL



Révision de la liste indicative de la Guinée

L'UNESCO à travers le secteur Culture, appuie la Guinée pour la Révision de sa liste indicative du patrimoine mondial culturel et naturel. Un Atelier physique et virtuel de renforcement des capacités des acteurs culturels autour de la mise en œuvre de la Convention 1970 sur les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert illicite des biens culturels.

L'atelier se tient du 16 au 18 juin, dans un complexe hôtelier de la place.

A l'occasion de la cérémonie d'ouverture, le Directeur Régional par intérim de l'UNESCO d'Abuja, Dimitri SANGA, a mis l'accent sur les risques qu'encourent le patrimoine culturel africain, si rien est fait.

« Confronté au braconnage, au changement climatique, l'instabilité, de nombreux biens et sites de l'Afrique risquent de perdre leur valeur universelle. Il est donc urgent, que ce patrimoine irremplaçable, soit protégé et préservé, pour le bonheur des générations présentes et futures », déclare le Directeur Régional par intérim de l'UNESCO d'Abuja.

Le conseiller juridique du Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique, Kerfala MAKANERA qui a représenté la Ministre de la Culture, regrette que le pays n'ait qu'un seul site inscrit au patrimoine culturel.

« Malgré la richesse de son patrimoine culturel et naturel, la Guinée ne compte à ce jour, qu'un seul bien naturel inscrit sur la liste du patrimoine mondial qui, de surcroît, figure sur la liste des biens en péril. Il s'agit de la réserve naturelle et intégrale du mont Nimba. Ce qui constitue un vrai défi à relever afin d'améliorer la représentativité de notre pays, pourquoi pas de la région Afrique toute entière, sur cette prestigieuse Liste de l'UNESCO », Kerfala Makanera.



DIAGNOSTIC DES CAPACITES : LES BESOINS DE RENFORCEMENT DE COMPETENCES EXPRIMES !

En septembre dernier, la Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (DATU) en collaboration avec l'ONU-Habitat a organisé des focus groupes dans les communes de Conakry ainsi que des auto-évaluations communales.

Ces séances de travail s'inscrivaient dans le cadre du Diagnostic des capacités des cadres du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire, des services déconcentrés et communaux. Il s'agit précisément des cadres dont les fonctions touchent les questions de gouvernance urbaine, d'aménagement du territoire et d'urbanisme.

Pour faire ce diagnostic, trois outils de collecte de

de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire.

Les données ainsi collectées sont destinées à proposer un plan de renforcement des capacités en faveur des services techniques concernés sur la base des besoins exprimés lors de la série d'exercices participatifs organisés dans les communes de Conakry.

S'agissant de l'auto-évaluation, il ressort en général, que les capacités humaines à rédiger les documents de planification et de plans de développement sont insuffisantes.



Diagnostic des capacités des cadres du Ministère de l'Urbanisme

données et d'analyse ont été élaborés. Ce sont : les focus groupes ; le questionnaire d'inventaire des compétences des agents des Directions communales de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction ; et l'auto-évaluation communale.

Ces activités avaient pour objectif de : collecter cinq formulaires de questionnaire dans les communes de Conakry, dûment remplis à partir de l'outil d'inventaire des compétences par les agents des Directions communales de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction ; renseigner de manière participative, le questionnaire d'auto-évaluation municipale; et collecter les perceptions des organisations de la société civile et celles à base communautaire concernant les services rendus par le Ministère de l'Urbanisme,

Nationale de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (DATU).

Les prochaines étapes vont porter sur l'élaboration du plan de renforcement des capacités et l'organisation des formations.



Scéance de renforcement de competences des bénéficiaires

CELEBRATION DE LA JOURNEE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA EN GUINEE

La République de Guinée, à travers le Secrétariat Exécutif du Comité National de lutte contre le Sida (SE/CNLS) et en collaboration avec les partenaires, le système des Nations Unies et tous les acteurs engagés dans la lutte contre le Sida, a célébré la Journée Mondiale de lutte contre le Sida le mercredi 1er décembre 2021. Cette célébration s'inscrit dans le cadre de la manifestation de soutien et de solidarité aux personnes vivant avec le VIH/SIDA ; elle commémore également les victimes des maladies liées aux Sida.

Le Thème de l'année 2021 était « Mettre fin aux inégalités. Mettre fin au Sida. Mettre fin aux pandémies ».

Cette célébration était placée sous la présidence de son Excellence, Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Président du Comité National de lutte contre le Sida. La ministre des Affaires sociales et des personnes vulnérables a procédé au lancement officiel des activités en l'absence du Premier ministre empêché. Les activités ont commencé par une caravane qui a démarré de Gbessia en passant par le Belvédère pour continuer jusqu'à l'esplanade du stade du 28 septembre à Dixinn. A cette occasion, le Coordonnateur Résident des Nations Unies accompagné du Directeur pays ONUSIDA, du représentant résident de l'OMS, a prononcé une allocution ainsi que plusieurs partenaires (MSF/B, Plan-Guinée Programme de Prise en charge du Sida et de l'hépatite PNPSH).

Il faut noter que des activités étaient prévues durant tout le mois de décembre, à savoir :

- Lancement officiel des activités le 1er décembre par le Premier Ministre
- Des tables rondes et des émissions télévisées de radiophoniques
- Diffusion des messages d'information sur les IST/

VIH par SMS en collaborations avec les opérateurs de téléphonie mobile et sur les réseaux sociaux

- Coordination des journées de sensibilisation et



Marche Journée Mondiale de lutte contre le SIDA 2021

causeries éducatives des acteurs de la société civile, du secteur public et privé

- Accompagnement pour la réalisation des activités des partenaires à Conakry et à l'intérieur du pays.



Marche lors de la Journée Mondiale de lutte contre le SIDA en Guinée 2021

INAUGURATION A LABE DE LA NOUVELLE USINE DE FABRIQUE DE POMPE A EAU DE LABE (FAPEL-GUINEE)

La Fabrique de pompe à eau de Labé FAPEL bénéficie d'installations modernes avec l'appui de l'UNCDF. L'inauguration de la nouvelle usine FAPEL s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme INTEGRA sur financement de l'Union européenne pour l'insertion socio-économique des jeunes et la lutte contre l'immigration clandestine.



Inauguration à Labé de la nouvelle usine de fabrication de pompe à eau (FAPEL-GUINEE)

La cérémonie inaugurale s'est déroulée dans la matinée du Mardi 11 janvier 2022 dans le quartier Safatou à Labé, en présence du Gouverneur de Région, Colonel Robert Soumah, du Préfet Colonel Seny S. Camara, du Maire de la Commune urbaine de Labé Mamadou Aliou Laly Bah, de la Directrice nationale de la Jeunesse, Mme Aminata Kouyaté, de la Cheffe d'équipe Gouvernance et État de droit de la Délégation de l'Union européenne, de la Cheffe de Mission de l'OIM-Guinée, Mme Ana FONSECA, du Représentant de Enabel INTEGRA, du Chargé de Programme de UNCDF, M. Carlos Barry et du Représentant résident adjoint du PNUD, M. Boureima Younoussa, représentant le Système des Nations Unies.

La construction de cette nouvelle Unité industrielle va permettre à FAPEL Guinée de réaliser son plein potentiel en pompes à eau et autres outillages agricoles pour la transformation des produits locaux. Ce qui va impacter à coup sûr l'emploi et l'insertion des jeunes Guinéens et guinéennes de la Région de Labé.

Pour le Représentant résident adjoint du PNUD, M. Boureima Younoussa, ce sont environ 220 emplois directs et indirects qui seront créés tous les ans sur le nouveau site soit 2200 sur une période de 10 ans. Cette nouvelle Unité ouvrira la voie, j'en suis sûr, à l'émergence d'un véritable pôle industriel dédié à la métallurgie sur le long terme dans la Région de la Moyenne Guinée.

La concrétisation du Projet FAPEL a été rendu pos-

sible grâce l'appui et un partenariat efficace entre la Commune urbaine de Labé et UNCDF. FAPEL, lancé en 2004 est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de pompes à eau à usage domestique et d'irrigation ; de mobiliers de maison et de bureau en fer forgé et de divers articles dont des kits de lavage des mains.

M. Aguibou Barry, initiateur de FAPEL, en présentant le Projet a commencé par remercier les partenaires : Je remercie vivement l'UNCDF qui m'a apporté un soutien inestimable dans le montage technique, financier et juridique du projet dont le coût de réalisation est de près de 4 milliards trois cents millions de francs guinéens soit 461 000 dollars. Les travaux de construction de ces infrastructures composées d'un bâtiment abritant des ateliers de soudure, de plomberie, de tapisserie, de menuiserie et de salle de classe, d'un bâtiment administratif, servant de bureaux et salle d'exposition, de deux abris de groupes électrogènes, d'une clôture, d'un aménagement intérieur, d'un forage, d'un château d'eau et d'une salle NTIC ont démarré le 17 décembre 2020. Ces ateliers seront également mis à la disposition des artisans de Labé à coûts compétitifs afin de leur permettre de moderniser leur travail.

Les discours officiels ont été suivis de la coupure du traditionnel ruban d'inauguration, de remise des matériels et équipements achetés dans le cadre du Programme INTEGRA, de la visite des installations et des stands des artisans et de FAPEL.



CEREMONIE DE PRESENTATION DES ORIENTATIONS DU PROGRAMME CADRE DE RENFORCEMENT DE LA DIPLOMATIE ECONOMIQUE DE LA GUINEE ET REMISE D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET LOGISTIQUES



Photo de famille, cérémonie de présentation des orientations du programme cadre de renforcement de la diplomatie économique

La cérémonie de présentation des orientations du Programme cadre de renforcement de la Diplomatie économique de la Guinée, assortie de la remise d'équipements informatiques et logistiques s'est tenue vendredi le 26 Novembre 2021 dans les nouveaux locaux du Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Guinéens de l'Etranger à Koloma en présence du Ministre Dr Morissanda Kouyaté, entouré de plusieurs cadres de son Département, du Ministre de la Culture, du Tourisme et Artisanat, M. Alpha Soumah, du Représentant résident du PNUD, en Guinée, M. Luc Joël Grégoire, du Représentant résident adjoint, en charge des programmes et Opérations du PNUD, M. Boureima Younoussa, du Team Leader du Cluster Gouvernance et Etat de Droit, M. Mohamed Abba, de l'Economiste National du PNUD, M. Mamadou Sarifou Diao Diallo.

De nombreux ambassadeurs et représentants d'institutions internationales ont honoré de leur présence cette importante cérémonie de présentation des orientations du Programme cadre de consolidation de l'outil diplomatique guinéen qui s'inscrit dans une dynamique transformationnelle de la Gouvernance politique économique, culturelle et environnementale.

L'Acte majeur qui a marqué cette cérémonie de présentations des orientations du Programme Cadre de renforcement de la diplomatie économique a été sans nul doute la remise des équipements informatiques et logistiques d'une valeur de plus de 450 000

dollars soit environ 4 milliards 500 millions de Francs guinéens. Ce Don est composé de:

- 5 véhicules tout terrain
- 1 voiture diplomatique
- 120 ordinateurs
- 20 imprimantes et accessoires informatiques

A cette occasion, le Ministre Morissanda Kouyaté a remercié le Représentant résident pour son engagement sans faille et son dynamisme avant de saluer cette importante dotation en équipements informatiques et logistiques du PNUD qui va renforcer davantage la diplomatie économique ainsi que l'intelligence économique et stratégique tout en contribuant au renforcement des capacités opérationnelles du Département et de revenir sur les objectifs du Programme : Les objectifs visés par le programme-cadre, somme toute, visent à renforcer et diversifier notre coopération avec le monde extérieur, y compris les pays du Sud, à travers une diplomatie ouverte, constructive et partenariale. L'importante dotation en équipements informatiques et logistiques dont nous bénéficions aujourd'hui, fruit de ce partenariat dynamique, proactif et tourné vers l'avenir entre notre Département et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), est l'illustration éloquentes des bonnes dispositions prises par ce précieux partenaire de la Guinée pour accompagner notre action. Je voudrais en cela réitérer mes félicitations et remerciements au PNUD et à son Représentant Résident, Monsieur Luc Joël GREGOIRE.

LA LOGISTIQUE URBAINE COMME VECTEUR D'EMPLOI JEUNES : 100 JEUNES FORMES AUX BONNES PRATIQUES DE LA LIVRAISON PAR INTEGRA

Après avoir formé 280 jeunes dans 5 autres villes de la Guinée sur la logistique urbaine, le programme INTEGRA a permis à 100 jeunes des villes de N'Zérékoré et Kissidougou de maîtriser les concepts clés de la logistique du dernier kilomètre. Cet atelier a pour principal objectif d'initier les jeunes bénéficiaires sur le transport, la livraison, le service client, la sécurité ainsi que la communication.



Remise des équipements de livraison et de satisfecit aux bénéficiaires

Elle vise à accompagner et équiper les jeunes entrepreneurs et porteurs de projet dans le Transport et la Logistique. Elle porte sur l'utilisation de l'outil diagnostic du « dernier kilomètre », de la formation de coach en appui-logistique et dans l'élaboration de plan de développement logistique en vue d'accompagner les porteurs de projets et entrepreneurs au niveau national.

Au terme de la formation, des équipements de livraison (sacs isothermes) ont été mis à la disposition de quelques bénéficiaires s'associant en coopérative ou freelance ayant montré un intérêt fondamental à faire le métier de la livraison.

« Grâce à INTEGRA, j'ai été formé et J'ai bénéficié d'un équipement de livraison. Très content de pratiquer un nouveau métier me permettant

d'avoir plus de revenus" explique Sékou MARA, migrant de retour participant à la formation.

Par ailleurs, une séance sur la communication digitale a permis de montrer aux bénéficiaires comment booster leur visibilité à travers les canaux digitaux.



Bénéficiaire sur sa moto avec un équipement de livraison de Integra



DES COOPERATIVES REÇOIVENT OFFICIELLEMENT LES EQUIPEMENTS OFFERTS PAR INTEGRA

En marge d'une mission de suivi-évaluation effectuée en Guinée forestière, le programme INTEGRA a procédé à la remise officielle d'équipements pour améliorer la compétitivité des PME locales dans la région administrative de Nzérékoré.

En effet, ITC accompagne 40 TPME et Groupements dans le cadre du processus de transfert des matériels et technologies alimentaires.

Le but est d'améliorer les procédés traditionnels de production et la mise à niveau de leurs capacités productives et créer des emplois appropriés et attractifs pour les jeunes guinéens dans les différentes filières identifiées dans les localités respectives.



Coopératives et unions des bénéficiaires des équipements de production

Dans la région administrative de Nzérékoré, elles sont 7 coopératives et unions à bénéficier de ces équipements visant à améliorer leur activité de production. Ils ont reçu entre autres des lots composés de : groupe électrogène, scelleuses, cuves, bassines, décortiqueuses, vanneuses, fûts, foyers améliorés, bâches, motopompes, tricycles pour accélérer leur croissance.

Le gouverneur de la région a présidé la cérémonie de remise de ces équipements aux populations bénéficiaires et a promis de s'impliquer personnellement pour leur utilisation effective et leur entretien pour pérenniser les emplois jeunes qui seront créés à la suite de cet appui.



Cérémonie de remise des équipes aux populations bénéficiaires par les autorités

TOLÉRANCE ZÉRO AUX VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET FILLES, LE GOUVERNEMENT GUINÉEN S'ENGAGE

« *Je voudrais qu'aujourd'hui soit le début d'une nouvelle lutte, plus forte avec plus de résultats contre les violences faites aux femmes et aux filles* », c'est en ces termes que le Premier Ministre guinéen, Mohamed Béavogui, a clos le bref discours introductif à la lecture de la déclaration du pays pour la tolérance zéro aux violences faites aux femmes et filles, notamment le viol qui de plus en plus de nombreuses femmes et filles dans le pays.



Cérémonie de déclaration d'engagement du Premier Ministre et des membres du Gouvernement en présence du Coordonnateur Résident des Nations Unies.

Cette déclaration intervient peu de temps après la dénonciation par voie de presse de plusieurs cas de viol ayant coûté la vie à des jeunes femmes, et des filles mineures en Guinée. A l'issue d'un fort plaidoyer menée par le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) auprès du Ministère de la Promotion Féminine et de l'Enfance, auprès des plus hautes autorités du pays, le Président de la transition a instruit au Premier Ministre de rendre publique cette déclaration de tolérance aux violences faites aux femmes et filles.

C'est un engagement fort du gouvernement qui met l'accent selon Mohamed Béavogui, sur l'urgence de « sensibiliser les populations à ne plus garder le silence, punir les coupables selon les dispositions de la loi et prendre en charge les vic-

times de façon holistique ». En présence de nombreux partenaires au développement dont le système des Nations Unies, les ONG internationales et de près d'une dizaine de Ministres, le Premier Ministre Mohamed Béavogui a sollicité l'appui de tous pour faire de cette tolérance zéro une réalité en Guinée. C'est pourquoi, il a déclaré : « la violence faite à la femme, c'est inhumain, inacceptable. Aidez-nous dans cette lutte et à être un pays exemplaire dans ce combat ».

En réponse, le Système des Nations Unies en Guinée, par la voix de son Coordonnateur Résident, le Dr Vincent Martin, a estimé que « les Nations Unies restent disponibles à travers les agences spécialisées dont UNFPA pour appuyer la lutte contre cette pratique ». Saisissant cette occasion, UNFPA a

« rappelé la nécessité d'agir contre ce fléau et d'aller au-delà des promesses et discours afin de protéger les femmes, et filles et garantir leurs droits en tout temps ».

En effet, c'est l'heure de la tolérance zéro, c'est le temps de ne plus accepter l'inacceptable face aux nombreuses violences des droits humains de la femme et de la fille. La déclaration du Président de la République, lue par le Premier Ministre interpelle tous les acteurs à jouer leur rôle. Un accent particulier a été mis sur l'importance de procéder aux jugements de tous les cas de violence faite aux femmes et filles, notamment les cas de viol. Zéro impunité et zéro tolérance face à toutes les formes de violences faites aux femmes et filles seront de rigueur en Guinée, a précisé le Premier Ministre.

UNFPA APPUIE LA PREMIERE EDITION DU PRIX MEDIA POUR DE L'ABANDON DES MGF EN GUINEE

Les Mutilations génitales féminines (MGF) constituent une atteinte aux droits humains des femmes. Les survivantes des MGF se comptent par millier en Guinée et les conséquences sur leur santé demeurent un réel problème de santé. Face à cette situation, le gouvernement a décidé d'impliquer davantage les médias pour mieux informer et sensibiliser les populations à l'abandon de cette pratique. Le prix « média pour l'abandon des MGF », est initié pour récompenser des projets médias innovants, qui peuvent accélérer l'élimination des mutilations génitales féminines.

Le prix média pour l'abandon des MGF est une première en Guinée. Il est ouvert aux journalistes formés en décembre 2021 par le Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables sur les techniques d'information et de communication relatives à la prévention et au traitement des cas de VBG et de MGF, ainsi que la production des émissions relatives au changement des normes sociales avec un appui technique et financier de UNFPA. La quarantaine de journalistes formés venait des différentes régions du pays et représentaient les différents types de médias.

Par ailleurs, le concours est aussi ouvert aux journalistes guinéens intervenant dans "Global Media Campaign to End FGM". Ce concours portant sur la problématique des mutilations génitales féminines, fait appel à l'innovation au niveau des médias pour accélérer l'investissement des journalistes afin de parvenir à l'élimination de la pratique à l'horizon 2030. L'appel à candidature de ce concours, indique que l'objectif est « d'obtenir l'engagement et l'accompagnement des Hommes de média à proposer des solutions innovantes qui contribuent à la réduction des MGF en Guinée ». Les médias ont la capacité de former l'imaginaire populaire. Souvent, il a été constaté que « les médias véhiculent des représentations stéréotypées, des images réductrices des deux sexes et des contenus portant atteinte aux droits et à la dignité des personnes » lit – on dans le manuel de formation sur le journalisme sensible au genre de l'Association des Femmes Journalistes de Guinée. Une situation due souvent à plusieurs facteurs dont le peu de formation des médias sur les sujets en lien avec les VBG en général, les MGF en particulier. Ainsi ce concours, devrait permettre aux médias d'être mieux informés sur les MGF, des efforts fournis dans la lutte, des défis et des opportunités pour accélérer le processus de l'abandon.

En Guinée, la pratique est répandue puisque 95% parmi les filles et femmes de 15 à 49 ans (EDS 2018) l'ont subi. Chez les filles de 0 à 14 ans, l'EDS de 2018 note une prévalence de 39%. Même si ces indicateurs n'ont pas connu de hausse au cours de la dernière décennie, le constat indique qu'ils n'ont pas beaucoup baissé non plus. Une situation qui démontre clairement toute la complexité des causes profondes des mutilations génitales féminines dans le pays. « Les changements positifs observés dans le cadre de la lutte contre les MGF ne sont pas toujours très visibles mais il y a eu de nombreux efforts » indique Souleymane Camara, Point Focal MFG au Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables.



Ainsi, ce concours va permettre aux lauréats de développer des projets innovants visant à informer à travers des productions journalistiques les communautés sur la nécessité de l'abandon de la pratique. « Au total, 7 solutions innovantes seront récompensées » déclare Fanta Wagué, Chargée du Portefeuille genre au bureau Guinée du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA). Les journalistes qui verront leurs propositions récompensées, recevront des prix pour faciliter la mise en œuvre de leur projet sur le terrain. Poursuivant, Fanta Wagué indique que « la lutte ne peut se faire sans les médias, nous voulons les encourager à intégrer les questions de MGF dans leur ligne éditoriale et en faire une priorité ».

ACCELERER LA VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Coyah, 20 .12.2021. « Au nom du Peuple de Guinée, je lance la vaccination contre la COVID-19. Cette pandémie est réelle et la vie de tous les guinéens compte pour moi ... »

C'est en ces termes que le Président de la transition, Chef de l'Etat, le Colonel Mamady DOUMBOUYA, accompagné de son épouse, a lancé la campagne nationale d'accélération de la vaccination contre la COVID-19, ce lundi 20 décembre 2021, à Coyah.



Le Président de la Transition prend sa dose de vaccin au lancement de la campagne

Cette campagne est placée sous le slogan « la vaccination contre COVID-19 sauve des vies, faites-le dès aujourd'hui ». C'était en présence du Premier Ministre, chef du Gouvernement, des membres du gouvernement et des partenaires techniques et financiers dont le Représentant ai de l'OMS en Guinée. Les populations s'étaient fortement mobilisées pour cet événement. Cette campagne a lieu à un moment où l'apparition du variant Omicron constitue une menace sérieuse à prendre en compte dans la riposte.

Protéger les populations

Cette campagne a pour objectif de vacciner toutes les populations cibles où qu'elles se trouvent afin d'augmenter l'immunité collective pour protéger davantage de populations contre la COVID-19.

Engagement des autorités.... Soutien des partenaires techniques et financiers

L'organisation de cette campagne de vaccination

contre la COVID-19 constitue un signal fort de l'engagement et de la détermination des autorités nationales, à travers une forte mobilisation des populations et le soutien des partenaires technique et financiers de la Guinée.

En effet, lancée depuis le 5 mars 2021, en Guinée, la vaccination contre la CO-VID-19 a permis de vacciner 2 619 706 personnes dont 1 687 774 pour la première dose et 819 932 complètement vaccinées, soit 7, 2%.

Au regard de ces résultats, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique a décidé d'accélérer la vaccination contre la pandémie, en cette période marquée par l'émergence du variant Omicron.

C'est pourquoi, le Ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Mamadou Péthé DIALLO a indiqué que « grâce à l'effort du Gouvernement et des partenaires, la Guinée dispose de plus de 3 millions doses de vaccins qu'il faut absolument utilisées pour protéger les populations. Au cours de cette campagne d'accélération de la vaccination COVID-19 chacun de nous a un rôle à jouer ».

Le Représentant par intérim de l'OMS en Guinée, le Dr MANENGU Casimir Tshikolasoni, a souligné que « outre les mesures de santé publique et sociales, la vaccination contre la COVID-19 demeure un pilier essentiel de la riposte. A cet effet, la mise en place de l'initiative

COVAX a permis d'assurer un accès équitable à la vaccination contre la COVID-19 dans 200 pays à faible revenu. Grâce aux facilités COVAX, l'initiative AVAT (African Union Vaccine Acquisition Trust) et la coopération bilatérale, la Guinée a bénéficié de 6 835 doses de vaccin à ce jour ».

Le Maire et le Préfet de Coyah ont exprimé l'engagement de leur population en faveur de la vaccination contre la COVID-19.

Quant au Premier Ministre chef du Gouvernement, Mohamed BEAVOGUI, il a indiqué : « qu'il est

impératif que chacun soit l'Ambassadeur de la vaccination contre la COVID-19 pour éviter une nouvelle vague. Le virus n'attend pas et ne lui donnons pas la chance de se propager », a souligné le Chef du Gouvernement ».

La cérémonie de lancement a été marquée par la vaccination du Colonel Mamady DOUMBOUYA, Président de la transition, chef de l'Etat qui a été un grand symbole pour la mobilisation et l'adhésion de la population aux opérations de vaccination.



Le Président de la transition avec le Premier Ministre (à gauche), le Ministre de la Santé (au milieu) et le Représentant de l'OMS (à Droite)



Vue d'ensemble de la salle à la cérémonie de lancement de la campagne de vaccination

LES SYSTEMES ALIMENTAIRES ET LES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Dans le cadre de la préparation du sommet mondial sur les systèmes alimentaires organisé par le Système des Nations Unies en septembre 2021 à New York, la République de la Guinée, grâce à l'appui du SNU, a fait une évaluation de l'impact des systèmes alimentaires sur la réalisation des ODD.



#FacesOfFoodSystems



En ce qui concerne les ODD sur la Sécurité alimentaire et nutritionnelle (ODD 2 : Faim zéro et ODD 3 : Bonne santé et bien-être). Il a été clairement établi que ces ODD ne seront pas atteints à l'horizon 2030 si des efforts substantiels ne sont pas fournis dans les 10 prochaines années.

La session de novembre 2021 du Cadre Harmonisé du CILSS estime qu'en Guinée pendant la situation courante, 1 782 612

personnes (soit 16% de la population) sont en sous pression et 564 458 (soit 5%) en crise. Comparativement à la situation courante de la session d'analyse de novembre 2020, une légère amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle du pays en situation courante est observée, avec la réduction du nombre des personnes en sous pression (-13,7%) et de celui des personnes en crise (-4,3%) au profit des po-

pulations en phase minimale (+4,2%). Parallèlement, selon les résultats de l'EDS-V, 2018, 30% des enfants de moins de 5 ans présentent un retard de croissance ou sont atteints de malnutrition chronique (ils sont trop petits pour leur âge) et 13 % ont un retard de croissance sévère.

Le SNU s'investit activement pour apporter une assistance aux personnes affectées par

l'insécurité Alimentaire et nutritionnelle dans un contexte fortement touché par la COVID-19 afin de les rendre résilientes. En 2020 les interventions du SNU ont porté principalement sur l'augmentation de la productivité des petits exploitants, la structuration et l'amélioration des performances des organisations paysannes (OP), la promotion de l'aquaculture et l'appui à l'accès des petits exploitants aux marchés agricoles rentables tout en créant un environnement favorable. Pour la promotion d'une agriculture durable, si le nombre d'organisations paysannes bénéficiaires de l'accompagnement de la chaîne d'approvisionnement est resté stable à 33, le nombre d'hectares aménagés pour la riziculture et le maraichage est passé de 50,19 ha en 2019 à 84,16 ha en 2020 soit une progression de 68 %.

En 2020 à 2021, plus de 10 000 couples mères-enfants ont bénéficié d'une assistance alimentaire et nutritionnelle pour répondre la période de soudure et l'effet de la pandémie sur l'état nutritionnelles des enfants de 6 à 24 mois et les femmes enceintes et allaitantes dans cinq préfectures les plus touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition aiguë globale.

Dans le cadre de la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et les mutilations génitales féminines, le SNU accorde un appui aux ex-femmes exciseuses qui se sont consti-

tuées en groupements d'intérêt économique pour entreprendre des activités génératrices de revenu, y compris dans la production agricole et l'élevage. A titre d'exemples concrets, le SNU a permis à ce que :

- La quantité de produits alimentaires achetés localement et redistribués aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire (notamment à travers 856 cantines scolaires) s'élève en 2020 à 8061 tonnes, soit 81% de la cible de 2022.
- Une assistance soit accordée aux groupements de producteurs, aux communautés et aux services techniques, sous la forme d'intrants, d'outils et des machines agricoles (des kits de matériels d'étuvage, des décortiqueuses ; des Appareils testeurs d'humidité des chaînes de froid pour la conservation des vaccins et réactifs ; etc ...)
- Au total 202 604,82 ha de terre ont été restaurés dans des zones dégradées et d'écosystèmes fragiles, soit 67% de la cible de 2022 ;
- 28 tonnes de semences ont été distribuées à 744 nouveaux ménages dont 250 femmes ;
- Plus de 18 396 ménages ruraux ont amélioré leur accès aux énergies renouvelable soit un dépassement 122% de la cible de 2022.
- Les capacités de 945 femmes et 38 personnes vivant avec handicap ont été renforcées sur les techniques de confection, d'entretien et d'utilisation des foyers améliorés en banco.

En 2020, sur le plan nutritionnel,

le traitement de la malnutrition aiguë modérée (MAM) chez les enfants âgés de 6 à 59 mois a permis d'atteindre un taux de récupération 95,2 % soit un taux d'abandon de 3,3%.

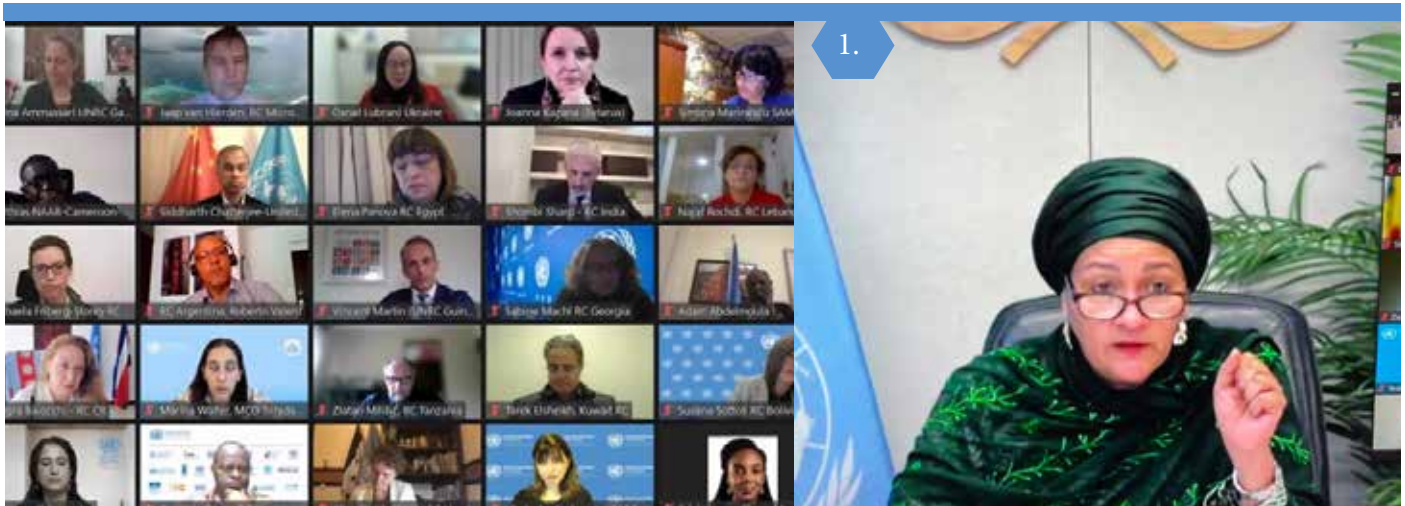
Le SNU appuie les efforts pour soutenir le ministère de la Santé à mettre en plan son cadre National Multisectorielle de Nutrition à travers le soutien à l'approvisionnement des structures sanitaires en intrant nutritionnels thérapeutiques pour le traitement des enfants âgés de 6 à 59 mois malnutris aigues (modérés et sévères) des femmes enceintes, allaitantes et les personnes vivant avec le VIH et la Tuberculose.

Le renforcement des capacités est également une partie des activités du SNU, notamment à travers la formation des formateurs (médecins et surveillants des services de pédiatries des hôpitaux des régions) à la prise en charge de la Malnutrition Aigüe Sévère avec complications. Le SNU assure en outre la continuation et la redynamisation des Initiative Hôpitaux Amis des Bébés (IHAB) et Initiative Communauté Amis des Bébés (ICAB) dans les différentes régions du pays. Ces initiatives permettent de renforcer le succès de l'allaitement maternel aussi bien dans les hôpitaux que dans les Centres de Santé.



QUELQUES RENCONTRES ET ACTIVITES DU COORDONNATEUR RESIDENT DES NATIONS UNIES

Durant le dernier trimestre de l'année 2021, le Coordonnateur Résident des Nations Unies en République de Guinée a eu de nombreuses rencontres avec les partenaires et a pris part à diverses activités, dans le cadre des interventions du Système des Nations Unies en Guinée. Nous vous invitons à parcourir, en images, les moments forts de ces activités et rencontres.



Réunion virtuelle des 130 Bureaux de Coordination des Nations Unies, couvrant 162 pays, pour coordonner les efforts de lutte contre la pandémie de COVID-19, booster la vaccination, et accélérer la mise en oeuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD). La réunion a eu lieu le 13 décembre 2021, sous le leadership de la Vice Secrétaire Générale des Nations Unies, Mme Amina Mohammed.



15.12.2021: Le Coordonnateur Résident a réaffirmé, en présence du Premier Ministre, l'engagement des Nations Unies à soutenir les efforts du Gouvernement Guinéen, en faveur de la "tolérance zéro aux violences faites aux femmes et filles".

Discours du RC SNU sur la tolérance zéro aux violences faites aux femmes et filles

Célébration de la Journée des Droits de l'homme, le 10 décembre 2021 à Kankan, marquant la cloture des 16 jours d'activisme, le Coordonnateur Résident réitère le message du Secrétaire Général et invite tous les acteurs et partenaires, à continuer, aujourd'hui et tous les jours, à œuvrer pour la justice, l'égalité, la dignité et les droits humains pour toutes et tous.



Célébration de la Journée des Droits de l'homme à Kankan en présence du RC SNU



13.11.2021: Le G5 reçu par le Premier Ministre, à la Primature pour échanger sur la transition.



04.12.2021: Célébration de la Journée Internationale des volontaires



02.11.2021: L'équipe pays des Nations Unies reçue par le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger



Laboratoire d'innovation des Objectifs de Développement Durable, avec l'Université MIT



11.11.2021: Caravane de la paix et de la cohésion, lancée à Nzérékoré avec UNOWAS



23.11.2021: Echanges avec le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation



25.11.2021: Revue Stratégique Annuelle 2021 en présence des membres du Gouvernement



24.10.2021: Célébration de la Journée Nations Unies avec le personnel aux îles de Room



NATIONS UNIES
GUINÉE



CONTACT

M. Thierno Souleymane BAH, Development Coordination Officer,
Programme Communications and Advocacy – souleymane.bah@un.org
Bureau du Coordonnateur Résident des Nations Unies



[@OnuGuinee](https://www.facebook.com/OnuGuinee)



[@GuineeOneUN](https://twitter.com/GuineeOneUN)



guinee.un.org